Projet de règlement grand-ducal

déterminant:

- 1. l'évaluation et la promotion des élèves des classes de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale auxquelles les dispositions nouvelles de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle s'appliquent;**
- 2. les conditions d'attribution des certificats et diplômes sur la base des modules acquis et mis en compte pour l'apprentissage tout au long de la vie.**

Avis du Conseil d'Etat

(18 juin 2013)

Par dépêche en date du 8 avril 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire des articles et d'une fiche d'évaluation d'impact. La fiche financière évoquée se résume à la remarque que le projet de texte n'engendrera pas de dépenses budgétaires supplémentaires.

Les avis de la Chambre d'agriculture et de la Chambre des salariés sont parvenus au Conseil d'Etat par dépêches des 22 et 27 mai 2013.

D'après l'exposé des motifs, le projet sous examen, qui trouve sa base légale dans trois lois différentes évoquées dans le préambule, se propose d'abord de remplacer et de mettre à jour le règlement grand-ducal du 30 septembre 2010 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle initiale, et, ensuite, d'y intégrer également, « dans un souci de cohérence », les dispositions qui concernent l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle de base.

Examen des articles

Observation préliminaire

Pour assurer une bonne légistique formelle, il faudrait remplacer, au niveau du regroupement des articles en chapitres, les chiffres romains par des chiffres arabes.

Préambule

Si au moment de soumettre le règlement grand-ducal en projet à la signature du Grand-Duc, les avis de la Chambre de commerce et de la Chambre des métiers n'étaient pas encore parvenus au Gouvernement, il faudrait en tenir compte au visa concerné du préambule. En outre, seul le mot « Chambre » sera à écrire avec une lettre initiale majuscule.

Article 1^{er}

Le recours à des tirets étant de façon générale déconseillé, le Conseil d'Etat demande de remplacer à l'article sous revue la numérotation des paragraphes par des chiffres entre parenthèses, les lettres alphabétiques minuscules par des numéros de points et les tirets par des lettres alphabétiques minuscules. Ainsi, en cas d'ajout ou de suppression ultérieurs de tirets, les références de texte s'avéreront plus aisées.

Tenant compte de ce qui précède, le paragraphe 4 se lira comme suit:

« (4) L'évaluation [...]:

1. Une compétence [...].

2. Un module [...].

Un module est « réussi », lorsque:

a. le nombre [...], et

b. le nombre [...].

Un module est « bien réussi » [...]:

a. le socle [...], ou

b. le nombre [...].

Cette décision [...]. »

Article 2

Sans observation.

Article 3

Au niveau de l'intitulé de cet article, il est fait une distinction entre élève mineur et élève non mineur. Cette distinction n'apparaît plus au niveau du dispositif et il faudrait l'inscrire pour bien souligner la différence entre les deux types d'information, l'une en direction d'un élève majeur et l'autre en direction du représentant légal d'un élève mineur. Toujours au niveau de l'intitulé, il faudrait supprimer la virgule qui n'est pas de mise.

Articles 4 et 5

Sans observation.

Article 6

Les tirets sont à remplacer par des lettres alphabétiques minuscules.

Articles 7 à 10

Sans observation.

Article 11

Pour garantir une meilleure lisibilité, cet article est à subdiviser comme suit:

« Art. 11. Les critères d'attribution des certificats et diplômes

(1) Le certificat de capacité professionnelle [...]

Une unité capitalisable est validée:

1. si chaque module [...];
2. si tous les modules [...].

Le nombre obtenu [...].

(2) Le diplôme d'aptitude professionnelle [...].

Une unité capitalisable est validée:

1. si chaque module [...];
2. si tous les modules [...].

Le nombre obtenu [...].

(3) Au vu des modules facultatifs réussis [...]. »

A l'alinéa 2, point b) (paragraphe 1^{er}, point 2 selon le Conseil d'Etat), il y a lieu d'écrire « 80 pour cent » en toutes lettres. Il en est de même à l'alinéa 5, point b) (paragraphe 2, point 2 selon le Conseil d'Etat) où il faut écrire « 90 pour cent ».

Article 13

Les tirets énonçant les différentes mentions doivent être numérotés.

Article 14

Sans observation.

Articles 15 et 16 (16 et 15 selon le Conseil d'Etat)

Il faudrait inverser l'ordre de ces deux articles, car les dispositions abrogatoires précèdent toujours celles concernant l'entrée en vigueur.

L'intitulé de l'article 16 (15 selon le Conseil d'Etat) devrait se lire « *Disposition abrogatoire* » et non « *Abrogation* ».

Article 17

Sans observation.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 juin 2013.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Victor Gillen